

Monsieur le Directeur Académique,

En cette deuxième rentrée du ministère Blanquer, nous nous interrogeons sur les intentions réelles de ce ministère. S'agit-il réellement de donner plus à ceux qui en ont le plus besoin ? Est-il vraiment question de faire baisser réellement les effectifs partout où les élèves en ont besoin ? Les conditions d'apprentissage de nos élèves seront-elles améliorées partout ? Nous en doutons. La seule réponse réside dans les CP et CE1 dédoublés en éducation prioritaire. Le SNUipp-FSU a enquêté au printemps dernier et les résultats sont sans équivoque l'abaissement des effectifs a des influences positives sur les apprentissages et le climat de la classe. Cela ne nous surprend pas puisque nous avons toujours dit que les effectifs étaient un des leviers de la réussite des élèves. Cependant la carte scolaire présentée aujourd'hui ne va pas faire baisser significativement les effectifs dans toutes les classes du département, bien au contraire. Les enfants des classes défavorisées ne sont pas tous en éducation prioritaire, ils sont aussi dans d'autres endroits du département en milieu urbain comme en milieu rural. Par son caractère restrictif et surtout à moyens constants, cette mesure ne peut pas être satisfaisante. D'autre part comment peut-on penser l'école inclusive avec des effectifs de classes élevés ?

La situation des petites écoles en milieu rural reste particulièrement complexe, si les chiffres attendus ne sont pas atteints, il n'en reste pas moins qu'il est toujours compliqué d'organiser une répartition pédagogique dans des écoles à 2 ou 3 classes. C'est notamment le cas pour des écoles de Sixt sur Aff, Langouët ou encore St Georges de Reintembault où la répartition des élèves implique des triples voire des quadruples niveaux chargés.

Par ailleurs, même avec des effectifs abaissés, le 100% de réussite au CP n'est pas simple à atteindre car certains de nos élèves ont des souffrances à soigner avant de pouvoir rentrer dans les apprentissages et la pédagogie ne peut pas être la seule réponse. Certains de ces enfants sont mal nutris, mal soignés, manquent de sommeil. Faut-il rappeler que nous avons en France, 3 millions d'enfants pauvres et qu'ils ne sont pas tous en éducation prioritaire. Qu'est-il mis en place pour eux à la rentrée ? Une médecine scolaire suffisante ? un service social au service des familles ? Une formation initiale et continue qui prend en compte cette diversité d'élèves ?

Non, au lieu de cela, le ministère change les programmes en cours d'été, annonce des repères annuels, voire périodiques qui sortiront à la mi-septembre, des évaluations en début de CP et CE1 et en milieu de CP. Ainsi, le ministère renoue avec la fascination des évaluations et tente de faire rentrer l'école dans la culture de l'évaluation. Mais est-ce en prenant la température 10 fois par jour qu'on pourra espérer faire baisser la fièvre du malade ?

L'évaluation est un outil de mesure des progrès des élèves et du chemin qu'il reste à parcourir pour atteindre les compétences attendues. C'est un outil qui prend appui sur la classe, il ne saurait être confondu avec un outil qui servirait de mise en concurrence des établissements ou de conditions au salaire enseignant.

L'expérience des pays anglo saxons nous montre les écueils de la politique d'évaluation : des situations anxiogènes répétées et une tendance à ne travailler que dans l'objectif des

évaluations. Ainsi les savoirs sont conditionnés à l'épreuve et ne s'installent pas une fois l'épreuve passée. C'est ce qui a valu à des syndicats et des parents en Angleterre de s'opposer à ces évaluations. Chaque enseignant est en capacité d'évaluer ses élèves et de mettre en place des situations de réussite, il n'est pas un exécutant mais un professionnel de l'éducation. Les diverses injonctions du ministre depuis quelques mois montrent le peu de confiance qu'il a envers ses enseignants.

Nous n'avons pas besoin d'une politique paternaliste qui décide sans nous de ce qui est bon pour l'école et les élèves que nous avons dans les classes. Nous avons besoin d'une réelle priorité qui tienne compte des réalités du terrain notamment en matière d'effectifs par classe. Pour le SNUipp-FSU, il est temps de redonner aux enseignants les moyens de bien faire leur travail.